

# REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

---

RIELF 2024, Vol. 9, N°1

Association Internationale  
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIVERSITÉ DES SCIENCES  
ÉCONOMIQUES ET DE GESTION  
DE POZNAŃ

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

---

## Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

## Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

## Secrétaire de rédaction

Dorota CZYŻEWSKA-MISZTAL, USEGP, Pologne

## Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo  
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France  
Alastaire ALINSATO, Bénin  
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban  
Camille BAULANT, France  
Matouk BELATTAF, Algérie  
Francis BISMANS, France, Belgique  
Horst BREZINSKI, Allemagne  
Abdelaziz CHERABI, Algérie  
Bernard COUPEZ, France  
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon  
Jules Roger FEUDJO, Cameroun  
Camelia FRATILA, Roumanie  
Ewa FRĄCKIEWICZ, Pologne  
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban  
Marian GORYNIA, Pologne  
Driss GUERRAOUI, Maroc  
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie  
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique  
Nafii IBENRISSOUL, Maroc  
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali

Michel LELART, France  
Laura MARCU, Roumanie  
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie  
Boniface MBIH, France  
Mbodja MOUGOUE, États-Unis  
Francisco OCARANZA, Chili  
Thierry PAIRAULT, France  
Jacques POISAT, France  
Carlos QUENAN, France  
Marek RATAJCZAK, Pologne  
Alain REDSLOB, France  
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis  
Paul ROSELE CHIM, France  
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili  
Alain SAFA, France  
Baiba ŠAVRIŅA, Lettonie  
Piotr STANEK, Pologne  
Abdou THIAO, Sénégal  
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun  
François VAILLANCOURT, Canada  
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

## Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne  
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań  
Paris, Poznań 2024

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X  
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée  
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań  
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos</b> (Krzysztof MALAGA).....	3
Kwami Ossadzifo WONRYA, Honoré TENAKOUA, Braïma Luís SOARES CASSAMA <b>Commerce des services et inégalités des revenus en Afrique</b> .....	9
Dramane ABDOULAYE <b>Corruption, droits de propriété et croissance économique en Afrique subsaharienne</b> .....	32
Charlemagne B. IGUE, Yves ESSEHOU <b>Dynamique et déterminants de la productivité totale du travail dans les pays d’Afrique subsaharienne</b> .....	54
Owodon AFO-LOKO <b>Investissement Direct Étranger, transition énergétique et dégradation de l’environnement : évidence des pays d’Afrique subsaharienne</b> .....	84
Franck Mondesir TSASSA MBOUAYILA, Prudence Love Angèle MOUAKASSA <b>Politique monétaire et stabilité macroéconomique dans la Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale</b> .....	102
Ousmane AMADOU <b>Dépenses totales de santé versus dépenses publiques de santé et résultats de santé en Afrique de l’Ouest</b> .....	128
Ousmane MARIKO, Mohamed NIARÉ <b>Analyse macro-économétrique du chômage dans les pays de l’UEMOA</b> .....	154
Georges Bertrand TAMOKWÉ PIAPTIE, Fayllonne Marina PIAME NJANPOU <b>Écart salarial femmes-hommes sur le marché du travail au Cameroun : Plafond de verre ou plancher collant ?</b> .....	174
Eric ALLARA NGABA, Michèle Estelle NDONOU TCHOUMDOP, Hamadoum TAMBOURA <b>Effet de l’autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad à partir de données EDS-MICS, 2014–2015</b> .....	192

Yaovi TOSSOU

**Analyse de la décomposition des inégalités dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo..... 212**

Moustapha ALADJI

**L'Europe en Amérique du Sud : Comprendre l'immigration en Guyane française 232**

Małgorzata MACUDA, Stefan ZDRAVKOVIĆ

**Les applications et les défis de ChatGPT en comptabilité : Une revue de la littérature ..... 252**

## AVANT-PROPOS

Le numéro 1/2024 de la RIELF, que nous avons l'honneur de présenter aux lecteurs, est composé de 12 articles rédigés par 21 auteurs issus de 11 pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, France, Mali, Niger, Pologne, République du Congo, Serbie, Tchad et Togo.

**Kwami Ossadzifo WONRYA, Honoré TENAKOUA et Braïma Louis SOARES CASSAMA** en article *Commerce des services et inégalités des revenus en Afrique* analysent les effets du commerce des services sur les inégalités de revenu en Afrique. Les données de panel de 46 pays africains ont été estimées à l'aide l'estimateur des moindres carrés avec les variables muettes corrigées (Least Square Dummy Variable Corrected, LSDVC). Les résultats des estimations révèlent une relation inverse et significative entre le commerce des services et les inégalités de revenus en Afrique. Ce papier comble le gap qui existe dans la littérature économique quant à la mesure des effets du commerce des services dont l'importance n'est révélée qu'avec les négociations du cycle d'Uruguay avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en janvier 1995.

**Dramane ABDOULAYE** dans l'article *Corruption, droits de propriété et croissance économique en Afrique subsaharienne* examine la relation entre la corruption, les droits de propriété et la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne. Le modèle utilisé dans ce travail est inspiré par Aziz et Asadullah (2016) et Walid et Kais (2019), dont la base théorique est la fonction de production Cobb-Douglas, qui comprend deux composantes majeures, à savoir le travail et le capital et d'autres facteurs institutionnels. Ainsi, l'analyse de l'interaction entre les droits de propriété, la corruption et la croissance économique est effectuée à l'aide d'un modèle VAR en panel. L'auteur montre que la corruption a un effet positif sur la croissance économique alors que la croissance économique n'a aucun effet sur la corruption. Les droits de propriété favorisent la croissance économique tandis que la croissance économique ne contribue pas à protéger les droits de propriété. La corruption a un effet négatif sur les droits de propriété tandis que les droits de propriété n'ont pas d'effet sur la corruption. L'originalité réside dans l'analyse du rôle ambigu de la corruption en lien avec les droits de la propriété, et la croissance économique à l'échelle de nombreux pays africains.

**Charlemagne B. IGUE et Yves ESSEHOU** dans l'article *Dynamique et déterminants de la productivité totale du travail dans les pays d'Afrique subsaharienne* analysent d'une part la dynamique de la productivité totale du travail mais d'autre

part, examinent les déterminants de cette dernière en Afrique subsaharienne. A partir de la méthode de décomposition totale du travail et d'un modèle VECM couvrant la période 1995–2019, les résultats indiquent que les changements structurels, ont favorablement contribué (39,54%) à la croissance de la productivité totale du travail en ASS tandis que la productivité intra sectorielle a quant à elle ralenti la croissance de cette dernière (–48,12%). L'analyse sectorielle révèle une contribution négative pour l'agriculture ; positive pour le secteur manufacturier tandis que le secteur des services apparaît avec une contribution de 55,5% pour les changements structurels contre un apport négatif de la productivité intra sectorielle (–40,9%). Par ailleurs, les résultats du modèle VECM montrent que le taux brut de scolarisation secondaire, les technologies de l'information et de la communication, la stabilité politique et le contrôle de corruption favorisent significativement la productivité totale du travail en ASS.

**Owodon AFO-LOKO** dans le papier *Investissement Direct Étranger, transition énergétique et dégradation de l'environnement : Évidence des pays d'Afrique subsaharienne* examine la relation entre les investissements directs étrangers (IDE), la transition énergétique et la pollution de l'environnement en Afrique subsaharienne sur la période 1985 à 2020. Diverses approches économétriques ont été utilisées afin d'obtenir des résultats robustes. Le test de dépendance transversale a été effectué et les résultats ont confirmé la présence d'une dépendance transversale entre les variables, ce qui a permis l'utilisation du test de racine unitaire de seconde génération. L'analyse a été réalisée à l'aide de la méthode de Driscoll et Kraay, qui permet de traiter l'endogénéité, l'autocorrélation et l'hétéroscédasticité. Les résultats montrent que l'hypothèse « pollution haven » est confirmée et que l'utilisation des énergies renouvelables qui mesure la transition énergétique diminue la pollution environnementale. Aussi l'effet couplé des investissements directs à l'étranger et les énergies renouvelables minimise la pollution de l'environnement. La densité de la population, le commerce et le produit intérieur brut augmente la pollution de l'environnement. Cet article contribue à la littérature existante sur l'analyse de la relation entre investissement direct à l'étranger et la pollution de l'environnement ou énergies renouvelables et pollution de l'environnement en portant un regard particulier sur l'effet couplé de l'investissement direct à l'étranger et l'usage des énergies renouvelables sur la qualité de l'environnement. L'auteur suggère que d'amples efforts devraient être faits afin d'augmenter le taux d'investissement direct étranger dans les pays d'Afrique subsaharienne, en particulier l'attrait des technologies vertes qui peuvent aider à produire davantage d'énergies renouvelables.

**Franck Mondesir TSASSA MBOUAYILA** et **Prudence Love Angèle MOUKASSA** dans l'article *Politique monétaire et stabilité macroéconomique dans la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale* montrent que la stabilité macroéconomique est assurée par la politique monétaire dans la Zone CEMAC. Son cadre théorique s'inscrit dans la nouvelle école keynésienne. Empiriquement, le

modèle VAR structurel est utilisé sur la période 1980-2019. Les résultats montrent qu'à l'exception du Tchad, la politique monétaire a permis de stabiliser les chocs symétriques et joue un rôle essentiel dans la transmission des chocs asymétriques. La raison tient à des différentiels d'inflation persistants entre les pays membres de la CEMAC, qui ont dérégulé les fonctions contra-cycliques de la politique menée par la BEAC dans les années 1980. D'après les auteurs la politique monétaire menée par la BEAC stabilise aussi bien l'activité que les prix et les chocs asymétriques.

**Ousmane AMADOU** dans le papier *Dépenses totales de santé versus dépenses publiques de santé et résultats de santé en Afrique de l'Ouest* fait une tentative d'établir un lien entre les dépenses totales de santé par habitant, les dépenses publiques de santé et deux résultats pour la santé à savoir la mortalité infantile et la mortalité des moins de cinq ans. Cette relation est examinée à l'aide des données de 15 pays de l'espace CEDEAO plus la Mauritanie entre 1995 et 2014. Des spécifications en panel ; en MCO robuste et à effets fixes ont été utilisées pour le besoin de la robustesse et la prise en compte de la spécificité pays. Les résultats montrent que les dépenses de santé ont un effet statistiquement significatif sur la mortalité infantile et la mortalité des moins de cinq ans. La magnitude des estimations d'élasticité est en accord avec celles rapportées dans la plupart des études. Pour les pays de l'Afrique de l'Ouest, les résultats impliquent que les dépenses totales de santé (ainsi que la composante publique) contribuent certainement de manière importante à la réduction de la mortalité infantile et de la mortalité des enfants de moins de cinq ans. Ces résultats ont des implications importantes pour la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD).

**Ousmane MARIKO** et **Mohamed NIARÉ** dans l'article *Analyse macro-économétrique du chômage dans les pays de l'UEMOA* évaluent les déterminants macroéconomiques du chômage dans les pays de l'UEMOA, en mettant un accent particulier sur les chocs pluviométriques. L'utilisation des données sous régionales requiert de vérifier si les séries temporelles ne sont pas corrélées simultanément. Dans cette optique, ils ont utilisé le test de Breusch-Pagan (1980) pour détecter une possible corrélation des erreurs. Sur la base de ce résultat, ils ont respectivement utilisé le test de racine unitaire de deuxième génération de Pesaran (2007) et le test de cointégration de Westerlund (2007), qui sont robustes à l'interdépendance individuelle. Enfin, ils ont estimé l'équation de long terme du chômage à l'aide de la technique DOLS pour corriger les éventuels problèmes d'endogénéité. Les données utilisées dans la présente étude couvrent la période 1991-2020 et proviennent de différentes sources : World Development Indicators, Worldwide Governance Indicators, et Global Climate Data-Université of Delaware covering. Ils ressortent de l'analyse empirique que les chocs pluviométriques, l'ouverture commerciale et le contrôle de la corruption exacerbent le chômage, alors que la croissance du PIB contribue à le résorber. En revanche, l'inflation, les TIC et le développement financier se sont révélés non significatifs.

**Georges Bertrand TAMOKWÉ PIAPTIE** et **Fayllonne Marina PIAME NJAN-POU** dans le papier *Écart salarial femmes-hommes sur le marché du travail au Cameroun : Plafond de verre ou plancher collant ?* vérifient si les sources des inégalités salariales entre les femmes et les hommes sur le marché du travail au Cameroun résultent de l'existence d'un plafond de verre et/ou d'un plancher collant. La méthode retenue est celle des régressions quantiles complétées par la technique de décomposition quantile. Les résultats obtenus soutiennent l'existence d'un plancher collant et recusent celle d'un plafond de verre. Ils montrent que les inégalités hommes / femmes de salaires décroissent au fur et à mesure que l'on s'élève le long de la distribution des salaires. Au sommet de la distribution, l'écart salarial au détriment des femmes trouve principalement sa source dans les différences de caractéristiques individuelles observables, alors qu'au bas de la distribution, cet écart est davantage dû à des facteurs exogènes à ces caractéristiques observables. Les auteurs affirment que leur article met en évidence le fait que, sur le marché du travail au Cameroun, le niveau de discrimination au détriment des femmes est une fonction décroissante des quintiles salariaux. Ce qui est à la fois un résultat original et de prime abord paradoxal dans la mesure où on se serait attendu à ce que d'éventuelles discriminations soient plus prégnantes au niveau des emplois les mieux rémunérés. Ainsi, les femmes du Cameroun devraient viser à concourir pour des emplois hautement rémunérés dans la mesure où elles y sont moins exposées au risque de discrimination.

**Eric ALLARA NGABA, Michèle Estelle NDONOU TCHOUMDOP** et **Hamadou TAMBOURA** dans le papier *Effet de l'autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad à partir de données EDS-MICS, 2014–2015* étudient l'effet de l'autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad. Le modèle probit binaire est utilisé pour analyser l'effet de l'autonomisation dans ses différentes dimensions mais aussi globalement. Les analyses se sont basées sur des données d'enquêtes démographiques de santé et à indicateurs multiples collectées par INSEED entre 2014–2015. Les auteurs montrent que l'autonomisation de la femme affecte positivement la violence conjugale au Tchad. Une femme exprimant son désaccord face à la violence, participant au processus de prise de décision au sein du ménage, ayant l'autonomie économique et l'indépendance sociale, a 4,01% et 10,4% de chances supplémentaires de subir de violence conjugale respectivement pour un niveau d'autonomie moyen et élevé par rapport à un niveau d'autonomie faible. Il faudrait donc renforcer la sensibilisation pour que le processus d'autonomisation des femmes profite à la société Tchadienne. L'étude contribue de manière significative à la littérature à travers cette première tentative empirique de compréhension de l'effet de l'autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad en tenant compte de diverses dimensions de l'autonomisation. Elle décompose la violence conjugale en plusieurs formes et adopte l'approche des quartiles en regroupant les facteurs par dimension afin d'établir



le niveau d'autonomisation de la femme avant leurs liaisons avec les différentes formes de la violence conjugale.

**Yaovi TOSSOU** dans son article *Analyse de la décomposition des inégalités dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo* examine l'inégalité dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo. En se servant de la décomposition de l'indice de concentration, de la courbe de concentration et des données de l'enquête démographique de santé de 2013 (EDST-III) au Togo, les résultats révèlent que l'âge, le niveau d'éducation, la profession de la femme et le lieu de résidence sont les déterminants de l'utilisation des services de santé maternelle. Ainsi, les groupes d'âge de 15–20 ans et de 31–49 ans contribuent faiblement aux inégalités dans les besoins de services de santé, respectivement de  $-0,024$  et de  $-0,022$  chez les femmes. D'après l'auteur ces résultats suggèrent qu'il est nécessaire d'encourager des politiques essentielles visant à améliorer le niveau d'éducation des femmes et de l'indice de richesse afin de réduire le risque d'inégalité dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo.

**Moustapha ALADJI** dans son article *L'Europe en Amérique du Sud : Comprendre l'immigration en Guyane française* analyse les causes de l'immigration en Guyane, étudie les politiques publiques qui y sont liées et dévalue les moyens d'accueil et d'accompagnement des migrants. Il cherche aussi à souligner les disparités d'efficacité de ces dispositifs entre le niveau national et la réalité locale guyanaise. Il a réalisé une analyse descriptive associée à des tests statistiques, tels que le Chi-deux ( $\chi^2$ ), afin d'analyser les liens entre différentes variables économiques et sociales liées aux migrants. Grâce à cette méthode, il est possible d'analyser l'influence des mesures d'accompagnement sur l'intégration des migrants en Guyane. D'après l'auteur les résultats montrent que même si les mesures d'accompagnement mises en œuvre par l'État sont généralement efficaces à l'échelle nationale, elles ne satisfont pas pleinement aux besoins particuliers des migrants en Guyane. Les politiques nationales et les réalités locales sont en décalage, ce qui empêche l'intégration des migrants dans le tissu économique et social guyanais. Cette étude présente une vision originale des défis de l'immigration en Guyane, souvent négligés dans les analyses nationales. Il est souligné que les politiques migratoires et les dispositifs d'accueil doivent être adaptés aux particularités locales afin d'améliorer l'intégration des migrants. L'auteur suggère des idées pour améliorer la conformité des politiques publiques aux spécificités de la Guyane française.

**Małgorzata MACUDA** et **Stefan ZDRAVKOVIĆ** dans le papier *Les applications et les défis de ChatGPT en comptabilité : Une revue de la littérature* identifient les publications concernant ChatGPT dans le domaine de la comptabilité publiées depuis le lancement de ChatGPT jusqu'à présent (mai 2024) afin d'avoir une image approximative de la popularité du concept en tant que sujets d'études de recherche. Une analyse du contenu des bases de données Scopus et Web of Science Scholar a démontré un intérêt croissant parmi les chercheurs scientifiques pour IA

et ChatGPT, notamment depuis le lancement de la version ChatGPT-3.5 le 30 novembre 2022. 15 articles publiés en 2023 et 2024 relatifs à l'utilisation de ChatGPT en comptabilité ont été examinés. Une méthodologie de recherche descriptive, comprenant une revue de la littérature, a été appliquée afin d'atteindre l'objectif déclaré. Les résultats indiquent la tendance croissante parmi les académiciens quant à la recherche des possibilités de l'utilisation de ChatGPT dans l'éducation de la comptabilité et un grand intérêt parmi les praticiens lié à l'application des nouvelles technologies d'AI dans la comptabilité financière et l'audit (au sein des cabinets comptables), le reporting ESG et aussi la comptabilité de gestion. L'article contribue à la littérature croissante concernant l'utilisation de ChatGPT en comptabilité, constituant une synthèse des articles qui ont été publiés dans Scopus et Web of Sciences sur ce sujet depuis juin 2018.

*Krzysztof Malaga*

# ANALYSE MACRO-ÉCONOMÉTRIQUE DU CHÔMAGE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

## Macro-econometric analysis of unemployment in WAEMU countries

**Ousmane MARIKO<sup>1</sup>**

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Mali,  
Centre de Recherche en Économie de Grenoble, France  
ousmariko@yahoo.fr, ousmane.mariko@univ-grenoble-alpes.fr  
<https://orcid.org/0009-0007-9407-0913>

**Mohamed NIARÉ<sup>2</sup>**

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Mali  
mniare1411@gmail.com  
<https://orcid.org/0000-0002-4566-7461>

### Abstract

**Purpose :** This paper aims to assess the macroeconomic determinants of unemployment in WAEMU countries, with a particular focus on rainfall shocks.

**Design/methodology/approach :** The use of sub-regional data requires checking that time series are not simultaneously correlated. With this in mind, we used the Breusch-Pagan (1980) test to detect possible error correlation. Based on this result, we respectively used Pesaran's (2007) second-generation unit root test and Westerlund's (2007) cointegration test, which are robust to individual interdependence. Finally, we estimated the long-term unemployment equation using the DOLS technique to correct for any endogeneity problems. The data used in this study cover the period 1991–2020 and come from various sources : World Development Indicators, Worldwide Governance Indicators, and Global Climate Data-University of Delaware covering.

**Findings :** Empirical analysis shows that rainfall shocks, trade openness and corruption control exacerbate unemployment, while GDP growth helps to reduce it. Inflation, ICT, and financial development, on the other hand, proved insignificant.

**Originality/value :** This article assesses the impact of rainfall anomalies on unemployment, a first in the empirical literature.

**Keywords :** macroeconomic determinants, unemployment, WAEMU, DOLS.

<sup>1</sup> BP : 2575, rue 310, Bamako, Mali.

<sup>2</sup> BP : 2575, rue 310, Bamako, Mali.

## Résumé

**Objectif :** cet article vise à évaluer les déterminants macroéconomiques du chômage dans les pays de l'UEMOA, en mettant un accent particulier sur les chocs pluviométriques.

**Conception/méthodologie/approche :** L'utilisation des données sous régionales requiert de vérifier si les séries temporelles ne sont pas corrélées simultanément. Dans cette optique, nous avons utilisé le test de Breusch-Pagan (1980) pour détecter une possible corrélation des erreurs. Sur la base de ce résultat, nous avons respectivement utilisé le test de racine unitaire de deuxième génération de Pesaran (2007) et le test de cointégration de Westerlund (2007), qui sont robustes à l'interdépendance individuelle. Enfin, nous avons estimé l'équation de long terme du chômage à l'aide de la technique DOLS pour corriger les éventuels problèmes d'endogénéité. Les données utilisées dans la présente étude couvrent la période 1991–2020 et proviennent de différentes sources : World Development Indicators, Worldwide Governance Indicators, et Global Climate Data-Université of Delaware covering.

**Résultats :** Il ressort de l'analyse empirique que les chocs pluviométriques, l'ouverture commerciale et le contrôle de la corruption exacerbent le chômage, alors que la croissance du PIB contribue à le résorber. En revanche, l'inflation, les TIC et le développement financier se sont révélés non significatifs.

**Originalité/valeur :** Cet article évalue l'incidence des anomalies pluviométriques sur le chômage, ce qui constitue une première dans la littérature empirique.

**Mots-clés :** déterminants macroéconomiques, chômage, UEMOA, DOLS.

**JEL classification :** E24, J68.

## Introduction

Le chômage est une préoccupation majeure dans tous les pays, quel que soit le niveau de développement. Il sert de support à d'autres problèmes, à la fois sur le plan social (creusement des inégalités, troubles politiques, prostitution, instabilité familiale), économique (perte de compétence, baisse de la demande), et sécuritaire (hausse de la délinquance, basculement dans le terrorisme), qui sont tous préjudiciables au développement économique. Ceci montre pourquoi les données sur le chômage sont parmi les indicateurs les plus importants de la performance d'une économie. Selon l'Organisation Internationale du travail (OIT, 2020), les chômeurs dans les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) (hormis la Guinée Bissau) ont atteint 1 631 706 personnes en 2020 contre 1 432 258 individus en 2017, soit une hausse d'environ 14% sur trois ans. Cette tendance haussière du chômage risque de s'accroître au fil du temps au regard de la croissance démographique soutenue, qui gravite autour de 3% depuis 1991 (Banque mondiale, 2020).

Outre cela, selon les données Global Climate Data-Université of Delaware (GCD-UD, 2017), les pays de l'étude enregistrent une récurrence des anomalies

pluviométriques depuis plus de décennies (GCD-UD, 2017). En effet, durant la période 1991–2017, sur au moins une année sur quatre, les pays de la sous région ont connu soit une situation de sécheresse ou d'inondation. Au regard de la forte dépendance de ces pays vis-à-vis de l'agriculture (45% des emplois et 25% du PIB) (Banque mondiale, 2020), les précipitations extrêmes sont de taille à contracter l'emploi agricole par le biais de la destruction des récoltes et des terres arables, contribuant ainsi à la montée du chômage. De plus, les relations interbranches font que les crises dans les activités agricoles sont susceptibles de se répercuter sur le reste de l'économie, notamment en provoquant des difficultés pour les industries de s'approvisionner en matières premières. Toutefois, les études qui s'intéressent à l'effet des phénomènes météorologiques sur le marché du travail africain ne se sont pas encore intéressées à la question du chômage (Elmallack & Wodon, 2021 ; Gray et al., 2021 ; Moshoeshoe et al., 2021 ; Shayegh & Dasgupta, 2022). Ainsi, l'objectif de cet article est d'évaluer l'impact des variables macroéconomiques sur le chômage des pays de l'UEMOA (hors Guinée Bissau), en mettant un accent particulier sur les chocs pluviométriques.

Le reste de l'article est structuré comme suit. La première section fait une revue de la littérature théorique et empirique sur les déterminants du chômage. La deuxième section explique le cadre méthodologique. La troisième section fait la description des données utilisées. La dernière section clôture l'étude en faisant une analyse des résultats empiriques.

## 1. Revue de la littérature

Sur le plan théorique, plusieurs travaux ont analysé l'impact des variables macroéconomiques sur le chômage. Parmi eux, les contributions de Phillips (1958) et d'Okun (1962) ont été les plus importantes. D'après Phillips (1958), il existe une relation inverse entre le taux de variation des salaires nominaux (assimilé à l'inflation) et le chômage. L'idée sous-jacente est la suivante : lorsque le taux de chômage est faible, les entreprises ont tendance à augmenter les salaires afin de se procurer la proportion souhaitée de travailleurs. Quant à la loi d'Okun (1962), elle met en évidence une relation inverse entre la croissance de la production et les variations du taux de chômage. L'auteur précise qu'une réduction d'un point du taux de chômage entraîne une hausse du PIB de 3%. Ce qui laisse entendre qu'en dessous d'un certain seuil de croissance, le chômage continue d'augmenter. A côté de ces deux travaux fondamentaux, nous avons également le modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson (HOS) qui évalue l'impact du commerce international sur les résultats du marché du travail. Ce modèle prédit que le salaire et l'emploi des personnes produisant les biens exportés bénéficient davantage du commerce international puisque l'augmentation des débouchés stimule la production. En revanche, les

personnes produisant les biens importés subissent la concurrence internationale et voient fondre leurs parts de marché (Cortes & Jean, 2001).

D'un point de vue empirique, plusieurs études ont évalué les déterminants macroéconomiques du chômage dans les pays en développement. Un certain nombre d'entre elles ont testé la validité de la courbe de Phillips et ont abouti à des conclusions diverses. Un premier groupe de ces travaux ont confirmé la proposition de la courbe de Phillips qui suppose une relation inverse entre l'inflation et le chômage (Macharia & Otieno, 2015 ; Semosa & Kanayo, 2021). Par contre, le second groupe de chercheurs (Abugamea, 2018 ; Korem, 2019 ; Tenzin, 2019) montre que le taux d'inflation est associé à une aggravation du chômage. Selon ces auteurs, ce résultat peut révéler le caractère structurel du chômage, qui empêche l'inflation de stimuler la demande de main-d'œuvre à travers un recul du salaire réel, en raison de l'inadéquation entre les compétences des travailleurs et les besoins des entreprises.

En ce qui concerne la validité empirique de la loi d'Okun, de nombreuses études ont montré que la croissance économique favorise l'emploi et entraîne une baisse du chômage (Arslan & Zaman, 2014 ; Motsatsi, 2019 ; Mukisa, 2020). À la différence de ces auteurs, Sahoo et Sahoo (2019), Banda (2016), et Kreishan (2011) soutiennent plutôt que la croissance économique est insuffisante pour infléchir le niveau du chômage dans les pays en développement. Selon ces auteurs, cette situation résulte du fait que la croissance économique découle soit d'une amélioration technologique, ou d'une formation prolongée du capital qui ne crée pas d'emplois.

L'ouverture commerciale est également un déterminant important du chômage dans les pays en développement. En effet, des études montrent que le commerce international exacerbe le chômage en raison de la concurrence féroce exercée par les firmes multinationales à l'encontre des industries locales (Hossain et al., 2018 ; Motsatsi, 2019 ; Onifade et al., 2019). Par contre, les résultats trouvés par Mukisa (2020) soutiennent plutôt que l'ouverture commerciale est favorable à la réduction du chômage. Ces auteurs soulignent que la libéralisation des échanges permet de transférer les travailleurs des secteurs en déclin vers ceux en expansion, améliorant ainsi la performance et l'efficacité de l'économie.

Des études ont également montré que la qualité institutionnelle importe dans l'explication du chômage. Par exemple, dans le contexte des pays africains, Korem (2019) découvre qu'un niveau de corruption élevé augmente le chômage. Dans la même veine, les travaux de Ouattara (2011) et Abdoulaye (2016) confirment tous que la corruption réduit la légitimité des états démocratiques, entrave le développement économique et restreint les opportunités de création d'emplois. En outre, d'autres travaux s'intéressent plutôt à l'impact des institutions du marché du travail sur le chômage (Awad, 2019 ; Langot & Yassin, 2015 ; Selwaness & Zaki, 2019). Les résultats montrent que la déréglementation du marché du travail, notamment la suppression des obstacles à l'embauche et au licenciement, conduit à plus de suppressions d'emplois, alors que l'effet sur les créations d'emplois reste insignifiant.

Le développement financier est souvent évoqué dans littérature empirique comme l'un des facteurs qui détermine le niveau du chômage. En effet, selon Ogbeide et al. (2016), le développement du secteur financier stimule l'investissement et favorise les créations d'emplois. Ce résultat a été corroboré par d'autres études empiriques (Haruna et al., 2013 ; Kanberoglu, 2014 ; Kargbo et al., 2016). Toutefois, cet effet bénéfique du secteur financier sur la réduction du chômage ne fait pas l'objet d'un consensus dans la littérature empirique. En effet, Tsaouri (2020) montre que dans les pays en développement, les marchés financiers peuvent aggraver le chômage en excluant les petites entreprises en raison des politiques de taux d'intérêt élevés.

Un autre volet de la littérature empirique s'est penché sur le rôle des technologies de l'information et de la communication dans l'explication du chômage. Metu et al. (2020) concluent que le développement technologique, mesuré par les souscriptions au téléphone cellulaire, à l'internet haut débit, la bande passante wifi, et l'accès des ménages à l'ordinateur, contribue à réduire le chômage dans les pays de l'Afrique subsaharienne. En restant toujours dans le contexte africain, Tsaouri (2020) trouve que l'accès à l'internet n'influence le chômage, mais son interaction avec le capital humain permet de le réduire. De ce fait, une fois que les personnes sont dotées de compétences essentielles, elles peuvent facilement tirer profit des nouvelles technologies en créant des emplois pour elles-mêmes ou en s'insérant plus rapidement sur le marché du travail.

L'analyse de la littérature empirique sur le chômage montre d'une part, qu'il existe un problème de divergence des résultats. Cela peut être attribué à une différence des méthodologies utilisées, au contexte économique des différents pays, ou à un décalage des périodes analysées. D'autre part, malgré la recrudescence des aléas climatiques dans les pays africains, il n'existe aucune étude à notre connaissance qui vérifie le lien entre les chocs pluviométriques et le chômage dans les pays de l'UEMOA. Nous nous proposons d'étudier ce lien dans le cadre de la présente étude.

## 2. Cadre méthodologique

### 2.1. Spécification empirique

En nous appuyant sur la littérature empirique et les faits stylisés, notre modèle est spécifié de la manière suivante :

$$\begin{aligned} \text{Tx\_chomage}_{it} = & \beta_0 + \beta_1 \text{Indice\_pluviometrie}_{it} + \beta_2 \text{Inflation}_{it} \\ & + \beta_3 \text{Ouverture\_commerciale}_{it} + \beta_4 \text{Techno\_inform\_communic}_{it} \\ & + \beta_5 \text{Develop\_financier}_{it} + \beta_6 \text{Indic\_contr\_corrup}_{it} + \beta_7 \text{croissance\_pib}_{it} \quad (1) \end{aligned}$$

Avec  $Tx\_chomage_{it}$  : taux de chômage du pays  $i$  à la période  $t$  ;  $Indice\_pluviometrie_{it}$  : Indice de pluviométrie annuel du pays  $i$  à la période  $t$  ;  $Inflation_{it}$  : Indice des prix à la consommation du pays  $i$  à la période  $t$  ;  $Ouverture\_commerciale_{it}$  : Ouverture commerciale du pays  $i$  à la période  $t$  ;  $Techno\_inform\_communic_{it}$  : développement technologique du pays  $i$  à la période  $t$  ;  $Develop\_financier_{it}$  : développement financier du pays  $i$  à la période  $t$  ;  $Indic\_contr\_corrup_{it}$  : Indice de contrôle de la corruption du pays  $i$  à la période  $t$  ;  $croissance\_pib_{it}$  : croissance du PIB du pays  $i$  à la période  $t$ .

## 2.2. Méthode d'estimation

### 2.2.1. Test d'indépendance interindividuelle

L'utilisation des données de panel surtout régionales requiert de vérifier si les séries temporelles ne sont pas corrélées simultanément. Pour cela, nous avons la possibilité de choisir entre le test de Pesaran (2004) et celui développé par Breusch-Pagan (1980). Le premier test est efficace lorsque l'horizon temporel est inférieur au nombre d'individus, alors que le second test est utilisé dans le cas contraire. Ainsi, nous optons pour le test de Breusch-Pagan (1980) puisque la période d'étude (30 ans) est supérieure au nombre de pays (7). La statistique du test est donnée par :

$$LM_{BP} = T \cdot \sum_{i=j}^{n-1} \left( \sum_{j=i+1}^n \tilde{\rho}_{ij}^2 \right) \quad (2)$$

où  $T$  est la période d'étude et tend théoriquement vers l'infini ;  $\tilde{\rho}_{ij}$  est le coefficient de corrélation des erreurs de l'échantillon. Les hypothèses du test sont les suivantes :

**H0** :  $\sigma_{ij} = 0$  (erreurs inter-individuellement indépendantes), pour tout  $i \neq j$  ;

**H1** :  $\sigma_{ij} \neq 0$  (erreurs inter-individuellement dépendantes), pour tout  $i \neq j$ .

### 2.2.2. Test de stationnarité

Sur la base du test de Breusch-Pagan (1980) (tableau 2), nous utilisons le test de racine unitaire de deuxième génération de Pesaran (2007) pour traiter les dépendances interindividuelles. Pesaran (2007) utilise un modèle à facteur<sup>3</sup> en considérant que les dépendances interviennent sur le terme d'erreur qui suit un processus factoriel :

$$y_{it} = (1 - \lambda_i) \mu_i + \lambda_i y_{i,t-1} + u_{it} \quad (3)$$

<sup>3</sup> Un modèle à facteur permet de résumer l'information présente dans un grand nombre de variables en un petit nombre de facteurs communs à l'ensemble des variables



En admettant que le terme erreur admet un seul facteur ( $u_{it} = \pi_i F_t + e_{it}$ ) et en ajoutant  $y_{i,t-1}$  à chaque membre de l'équation, on aura :

$$\Delta y_{i,t} = \alpha_i + \rho y_{i,t-1} + \lambda_i F_t + e_{it} \quad (4)$$

Pesaran (2007) élimine le facteur commun du modèle en le remplaçant par les moyennes individuelles  $\bar{y}_{t-1}$  et  $\Delta \bar{y}_t$ . Nous obtenons alors un modèle augmenté de type CADF (Cross Sectionnal Augmented Dickey Fuller) :

$$\Delta y_{i,t} = \alpha_i + b_i y_{i,t-1} + c_i \bar{y}_{t-1} + d_i \Delta \bar{y}_t + \varepsilon_{it} \quad (5)$$

Le fait que la statistique CADF soit libre des paramètres de nuisance permet l'application des tests où l'hypothèse d'indépendance des erreurs dans la dimension individuelle est supposée. La T-statistique associée à l'hypothèse nulle de racine unitaire correspond à :

$$CIPS(N, T) = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N CADF_i \quad (6)$$

### 2.3. Test de cointégration

Etant donné que nos séries sont simultanément corrélées (voir tableau 2), nous utilisons le test de nouvelle génération de Westerlund (2007). L'auteur propose quatre types de test qui sont conçus pour déterminer si la correction d'erreur est égale à zéro. Les deux premières statistiques du test appelées *mean group* sont calculées comme suit :

$$G_t = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n \frac{\hat{\alpha}_i}{SE(\hat{\alpha}_i)} \quad (7)$$

$$\text{et} \quad G_a = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n \frac{T \hat{\alpha}_i}{\hat{\alpha}_i(1)} \quad (8)$$

Avec  $\hat{\alpha}_i(1) = 1 - \sum_{j=1}^n \hat{\alpha}_{ij}$ . Où  $\hat{\alpha}_i$  est le coefficient de correction d'erreur du modèle à correction d'erreur,  $SE(\hat{\alpha})$  est l'erreur standard conventionnelle de  $\hat{\alpha}$ ,  $T$  et  $N$  sont respectivement le temps et le nombre d'individus. L'hypothèse alternative des *mean group* est basée sur le fait qu'au moins une observation possède des variables cointégrées. Quant aux statistiques du panel, elles sont obtenues par les formules ci-dessous :

$$P_t = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n \frac{\hat{\alpha}}{SE(\hat{\alpha})} \quad (9)$$

$$\text{et} \quad P_a = T\hat{\alpha} \quad (10)$$

Ce test fait l'hypothèse alternative que le panel considéré comme un tout est cointégré.

## 2.4. Estimation de la relation de long terme

Nous estimons la relation de long terme par l'intermédiaire de la méthode DOLS. Ce choix s'explique par le fait que cette méthode présente l'avantage d'éliminer l'autocorrélation entre les variables indépendantes et le terme erreur. Selon Kao et Chiang (2000), l'estimateur DOLS est plus puissant pour apprécier les relations de cointégration sur données de panel par rapport aux autres techniques économétriques (PMG, MG, FMOLS, etc.). Cette méthode impose une homogénéité des coefficients des différents individus du panel et se présente dans le cadre de cet article comme suit :

$$\begin{aligned} \text{Tx\_chomage}_{it} &= \beta_0 + \beta_1 \text{Indice\_pluviometrie}_{it} + \beta_2 \text{Inflation}_{it} \\ &+ \beta_3 \text{Ouverture\_commerciale}_{it} + \beta_4 \text{Techno\_inform\_communic}_{it} \\ &+ \beta_5 \text{Develop\_financier}_{it} + \beta_6 \text{Indic\_contr\_corrup}_{it} + \beta_7 \text{croissance\_pib}_{it} \\ &+ \beta_8 \sum_{j=0}^p \beta_8 \Delta \text{Indice\_pluviometrie}_{i,t+p} + \beta_9 \sum_{j=0}^k \beta_9 \Delta \text{Inflation}_{i,t+k} \\ &+ \beta_{10} \sum_{j=0}^m \beta_{10} \Delta \text{Ouverture\_commerciale}_{i,t+m} \\ &+ \beta_{11} \sum_{j=0}^q \beta_{11} \Delta \text{Techno\_inform\_communic}_{i,t+q} \\ &+ \beta_{12} \sum_{j=0}^r \beta_{12} \Delta \text{Develop\_financier}_{i,t+r} \\ &+ \beta_{13} \sum_{j=0}^s \beta_{13} \Delta \text{Indic\_contr\_corrup}_{i,t+s} \\ &+ \beta_{14} \sum_{j=0}^w \beta_{14} \Delta \text{croissance\_pib}_{i,t+w} \end{aligned} \quad (11)$$

### 3. Présentation des données du panel

#### 3.1. Les pays de l'étude et sources de données

L'échantillon se compose de sept pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africain observés sur la période 1991–2020, à savoir : le Benin, le Burkina Faso, la côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. L'indisponibilité des données pluviométriques explique la période d'étude choisie et l'exclusion de la Guinée Bissau de l'échantillon. Les données utilisées dans ce travail proviennent de plusieurs sources. D'abord, les variables taux de chômage, taux d'inflation, ouverture commerciale, technologies de l'information et de la communication, développement financier et taux de croissance du PIB proviennent de la base de données World Development Indicators (WDI). Ensuite, la variable contrôle de la corruption est issue de la base de données Worldwide Governance Indicators (WGI). Enfin, la variable pluviométrie a été extraite de la base de données Global Climate Data-Université of Delaware (GCD-UD).

#### 3.2. Description des variables et signes attendus

**Taux de chômage** : il fait référence la définition du chômage selon le Bureau International du Travail (BIT), c'est-à-dire la part de la population active sans emploi, à la recherche d'un emploi, et immédiatement disponible pour l'occuper.

**L'indice de pluviométrie** : Pour chaque pays, nous définissons l'indice de pluviométrie comme suit. D'abord, nous calculons la variation standardisée de la pluviométrie par rapport à la moyenne historique (1990–2020) (Akim, 2019). Ensuite, nous créons la variable indice de pluviométrie qui prend « 1 » lorsque la variation standardisée est supérieure à 0,5 (inondation) ou inférieure à -0,5 (sécheresse), et « 0 » si non (Amare et al., 2018). Étant donné que les pays de l'étude dépendent largement du secteur agricole et que les agriculteurs ont une faible capacité d'adaptation face aux changements climatiques, nous supposons que les anomalies sont positivement corrélées avec le chômage.

**Inflation** : Elle est mesurée par l'indice des prix à la consommation, qui reflète les variations du coût d'un panier de biens et services acheté par le consommateur moyen. Conformément à Gozgor (2013), nous prédisons que l'inflation favorise la production, les créations d'emplois, et par conséquent, réduit le chômage.

**Ouverture commerciale** : c'est la somme des exportations et des importations de biens et services en pourcentage du produit intérieur brut. En référence aux conclusions de Hasan et Sasana (2020), nous faisons l'hypothèse que l'ouverture

commerciale aggrave le chômage en raison du déficit commercial structurel auquel les pays de l'UEMOA sont confrontés.

**Technologies de l'Information et de la Communication :** les TIC sont mesurées par le taux d'accès de la population à l'internet. Metu et al. (2020) suggèrent que les TIC créent de nouveaux investissements et offrent des opportunités d'emploi aux chômeurs. De même, l'OIT (2018) souligne que les TIC améliorent le fonctionnement du marché du travail par le biais d'une meilleure diffusion de l'information, à la fois sur les offres et les demandes d'emploi. Nous supposons donc que les TIC sont favorables à la réduction du chômage.

**Développement financier :** il est mesuré par le crédit intérieur fourni par les banques au secteur privé en pourcentage du PIB. D'après Motsatsi (2019), le développement du secteur financier offre aux entreprises une meilleure accessibilité aux financements, ce qui leur permet d'accroître leur capacité productive. Par conséquent, nous faisons l'hypothèse qu'il existe une relation inverse entre le développement du secteur financier et le chômage.

**Indice de contrôle de la corruption :** cet indice mesure l'usage des prérogatives du pouvoir à des fins personnelles, en particulier l'enrichissement des individus disposant d'une position de pouvoir. Selon Korem (2019), la corruption empêche les Etats de consentir des niveaux d'investissement capables de soutenir le processus de développement. Par conséquent, nous prédisons que l'intensification de la lutte contre la corruption contribue à résorber le chômage.

**Taux de croissance du PIB :** c'est la croissance annuelle de la somme de la valeur ajoutée brute de tous les producteurs résidents, augmentée des taxes sur les produits et diminuée des subventions non incluses dans la valeur des produits. En nous appuyant sur les travaux de Mukisa et al. (2020), nous supposons que la croissance économique est favorable à la réduction du chômage.

### 3.3. Statistiques descriptives

Le tableau 1 présente les statistiques descriptives des variables de l'étude. Il montre que le taux de chômage dans les pays de l'UEMOA est en moyenne de 4%, avec un écart-type transnational de 2 points. L'indice des chocs pluviométriques présente une moyenne de 0,56 et un Écart type de 0,49. L'inflation moyenne est de 3% sur la période d'analyse. L'ouverture commerciale représente en moyenne 56,36% du PIB. En moyenne, 4% de la population sous régionale ont accès à l'internet sur la période analysée, avec un Écart type transfrontalier de 8 points. En termes de développement financier, les prêts bancaires au secteur privé ne représentent que 15,92 % du PIB. L'indice de contrôle de la corruption affiche une moyenne

de  $-0,5$  sur une échelle comprise entre  $-2,5$  et  $+2,5$ . Enfin, la croissance moyenne du PIB est d'environ 4%.

**Tableau 1. Statistiques descriptives des variables de l'étude**

Variables	Moyenne	Écart type	Minimum	Maximum
Tx_chomage	4,15	2,55	0,32	11,71
Indice_pluviometrie	0,56	0,49	0	1
Inflation	3,19	6,32	-7,79	39,16
Ouverture_commerciale	56,36	17,18	26,09	112,76
Techno_inform_communic	4,89	8,48	0	43,83
Develop_financier	15,92	7,43	2,65	40,05
Indic_contr_corrup	-0,57	0,32	-1,24	0,17
croissance_pib	4,13	3,52	-15,09	15,37

Source : calculs des auteurs à partir de Stata 16.

## 4. Estimation et analyse des résultats

### 4.1. Résultat du LM-Test

D'après Breitung et Pesaran (2007), jusqu'à une période récente, on considérait que les séries temporelles étaient indépendantes entre les individus d'un panel. Cependant, des travaux macroéconomiques ont suggéré que les données sous-régionales sont susceptibles d'être affectées par la persistance de phénomènes tels que des effets communs observés omis, des effets communs inobservés, l'interdépendance des erreurs, etc. (Coulibaly, 2015). Ainsi, la prise en compte de la dépendance interindividuelle est devenue de nos jours un passage obligé pour mener à bien une recherche à partir des données de panel.

Le résultat de notre LM-test d'indépendance interindividuelle consigné dans le tableau 2 confirme la présence d'une dépendance interindividuelle au seuil de 1%.

**Tableau 2. Résultat du LM-test d'indépendance interindividuelle de Breusch-Pagan**

	Statistique du chi (2)	<i>p</i> -value
Modèle	77,112	0,0000

Source : calculs des auteurs à partir du logiciel Stata 16.

### 4.2. Test de stationnarité de Pesaran (2007)

Les résultats du tableau 3 renseignent que dans spécification sans trend du test de Pesaran (2007) montrent que les variables taux de chômage, indice de pluviométrie,

inflation, technologies de l'information et de la communication, développement financier, contrôle de la corruption, et croissance du PIB sont toutes stationnaires à niveau et en différence première, donc I (0). Par contre, l'ouverture commerciale possède une racine unitaire à niveau mais devient stationnaire en différence première.

**Tableau 3. Test de racine unitaire de Pesaran (2007) : spécification sans trend**

Variables	Nombre de retards	Niveau		Nombre de retards	Différence première	
		Zt-bar	p-value		Zt-bar	p-value
Tx_chomage	1	-1,614	0,053	0	-3,546	0,000
Indice_pluviometrie	0	-7,331	0,000	0	-10,927	0,000
Inflation	0	-1,560	0,059	0	-8,235	0,000
Ouverture_commerciale	0	0,668	0,748	0	-7,472	0,000
Techno_inform_communic	0	-3,482	0,000	0	-9,476	0,000
Develop_financier	0	-1,585	0,059	0	-9,733	0,000
Indic_contr_corrup	0	-1,934	0,027	0	-10,010	0,000
croissance_pib	0	-6,564	0,000	0	-10,626	0,000

Source : calculs des auteurs à partir de Stata 16.

Le test CIPS dans le cadre de la spécification avec trend confirme l'absence de racine unitaire pour la plupart des variables lorsqu'elles sont prises à niveau et en différence première, hormis l'ouverture commerciale et le développement financier qui sont tout de même intégrés d'ordre 1.

**Tableau 4. Test de racine unitaire de Pesaran (2007) : spécification avec trend**

Variables	Nombre de retards	Niveau		Nombre de retards	Différence première	
		Zt-bar	p-value		Zt-bar	p-value
Tx_chomage	3	-2,247	0,012	0	-2,160	0,015
Indice_pluviometrie	0	-7,238	0,000	0	-10,204	0,000
Inflation	1	-1,589	0,056	0	-6,880	0,000
Ouverture_commerciale	2	-0,459	0,323	0	-6,293	0,000
Techno_inform_communic	0	-4,360	0,000	0	-8,351	0,000
Develop_financier	0	-0,825	0,205	0	-8,651	0,000
Indic_contr_corrup	0	-2,042	0,021	0	-8,940	0,000
croissance_pib	0	-5,727	0,000	0	-9,750	0,000

Source : calculs des auteurs à partir de Stata 16.

En conclusion, le test de Pesaran (2007) nous amène à accepter l'absence de racine unitaire pour toutes les variables en différence première, aussi bien dans la

spécification sans trend qu'avec trend. Par conséquent, nos séries sont intégrées d'ordre 1 (tableau 4).

### 4.3. Test de cointégration de Westerlund (2007)

Les variables étant toutes intégrées d'ordre 1, nous allons à présent tester une éventuelle relation de long terme entre la variable dépendante et les variables indépendantes considérées. Dans le but de prendre en compte la dépendance interindividuelle, nous utilisons le test de Westerlund (2007). Les différentes statistiques de ce test sont obtenues en appliquant la technique du bootstrapping pour augmenter la robustesse face aux facteurs communs. Nous avons donc utilisé 50 bootstrapps et inclus dans le modèle une tendance (trend). Les résultats du tableau 5 montrent que les statistiques  $G_t$  et  $G_a$  sont significatives au seuil de 1%, ce qui confirme la cointégration des variables d'au moins une observation. Ensuite, les tests de panel  $P_t$  et  $P_a$  rejettent l'hypothèse nulle de non-cointégration du panel. Nous acceptons donc qu'il existe une relation de long terme entre la variable dépendante (taux de chômage) et les variables explicatives, à savoir l'indice de pluviométrie, l'inflation, l'ouverture commerciale, les TIC, le développement financier, le contrôle de la corruption, et le taux de croissance du PIB.

**Tableau 5. Test de cointégration pour données de panel de Westerlund (2007)**

Tests	Valeurs	<i>p</i> -robuste
$G_t$	-1,723	0,000
$G_a$	-5,773	0,000
$P_t$	-2,202	0,000
$P_a$	-2,707	0,000

Source : calculs des auteurs à partir de Stata 16.

### 4.4. Interprétation des résultats empiriques

L'estimation de la relation de long terme entre le chômage et ses variables explicatives a été effectuée par l'estimateur DOLS, considéré comme étant la technique la plus efficace pour apprécier les relations de cointégration sur données de panel (Kao & Chiang, 1999). Les résultats économétriques sont résumés dans le tableau 6.

Les résultats confirment que les chocs pluviométriques affectent positivement le chômage. En effet, dans un contexte marqué par la dépendance des pays de l'étude aux activités agricoles (45% des emplois et 25% du PIB) (Banque mondiale, 2020), les anomalies pluviométriques sont susceptibles de pousser une bonne partie des paysans à chercher des emplois hors ferme (Dassanayake et al., 2018),

ce qui est favorable à la montée du chômage. De plus, les relations intersectorielles font que les perturbations intervenues dans l'agriculture peuvent contracter l'emploi dans les industries par le biais des difficultés à s'approvisionner en matières premières.

L'analyse empirique met également en exergue qu'il existe une relation décroissante mais non significative entre l'inflation et le chômage. Ce résultat corrobore les conclusions de Phelps (1967) et Friedman (1968) qui ont rejeté l'existence de la courbe de Phillips à long terme. Deux explications paraissent plausibles pour étayer ce résultat. En premier lieu, dans un contexte structurel de faible inflation (voir tableau 1), les entreprises s'adaptent en diminuant la fréquence de révision de leurs prix, ce qui peut rendre l'activité économique moins sensible aux variations des prix. Dans ces conditions, l'inflation est moins susceptible d'influer le niveau du chômage (Le Bihan, 2009). En second lieu, étant donné la faiblesse du capital humain dans les pays étudiés, même si l'inflation peut potentiellement réduire le salaire réel, les entreprises risquent de ne pas pouvoir répondre à une grande partie de leurs besoins en main-d'œuvre en raison de la pénurie de compétences.

Il ressort également des résultats que l'ouverture commerciale exerce un effet positif sur le chômage. Cela vient appuyer les résultats trouvés par Onifade et al. (2019) et Hossain et al. (2018). Le signe positif associé à l'ouverture commerciale suggère que les pays de l'UEMOA ne profitent pas pleinement de leur intégration au commerce international. En effet, le changement technologique importé qui représenterait l'opportunité pour ces pays d'améliorer la qualité des produits nationaux pour accéder aux marchés mondiaux se fait encore sentir. En effet, selon la Banque mondiale (2018), les importations de biens TIC ne représentent que 2,8% des importations totales au niveau de l'UEMOA. Par ailleurs, même si l'on suppose que ces transferts de technologie ont bien lieu, la capacité d'adoption des unités locales reste incertaine compte tenu de la pénurie de compétences et de la faible capacité financière de ces unités à se moderniser. En outre, le coût élevé de l'électricité et l'insuffisance des infrastructures compromettent la capacité des entreprises nationales à rivaliser avec les entreprises internationales. Ces facteurs font de l'ouverture commerciale une menace permanente pour la survie et la croissance des entreprises locales.

Les technologies de l'information et de la communication mesurées par le taux d'accès à l'internet n'influencent pas le niveau du chômage. Toutefois, le signe négatif associé à cette variable montre que les pays de l'étude pourraient bénéficier des avancées technologiques récentes pour réduire le chômage. En effet, l'utilisation de l'internet pourrait stimuler la production et l'emploi agricole grâce aux systèmes de contrôle intégrés qui permettent d'identifier les conditions optimales pour les semis, l'arrosage, la fertilisation, et les récoltes. De plus, l'utilisation de l'internet devrait booster l'accès aux plates-formes électroniques de commerce et permettre



l'émergence des start-ups sous régionales grâce à la possibilité de commercer avec une vaste clientèle dans le monde entier. En outre, les TIC devraient contribuer à améliorer le fonctionnement du marché du travail par l'intermédiaire d'une meilleure diffusion de l'information, à la fois sur les offres et les demandes de travail. Selon le rapport 2018 de l'OIT sur l'impact des technologies numériques sur la qualité et la quantité des emplois, les plates-formes de placement pourraient créer plus de 72 millions d'emplois et stimuler le PIB mondial de 2%.

Par ailleurs, les résultats montrent que le développement financier affiche un effet négatif mais non significatif sur le chômage. Gelbard et al. (2014) expliquent ce résultat par le fait que les banques sur le continent africain ne bénéficient pas pleinement de la protection juridique relative aux droits des créanciers et sont confrontées à une forte asymétrie d'informations concernant la capacité de remboursement des emprunteurs. Le panache de ces deux situations fait que les banques accordent moins de crédits aux petites et moyennes entreprises même si celles-ci sont au cœur de la création d'emplois et représentent, selon les États, entre 80% et 95% des entreprises recensées. En outre, l'interférence des États dans le secteur financier explique également l'incapacité du secteur financier à lutter efficacement contre le chômage. En effet, nonobstant l'amorce de la politique de libéralisation financière en 1989, les États membres de l'UEMOA préservent des participations dans au moins 30% des banques agréées. De plus, entre 2019 et 2020, les fonds publics incorporés dans le capital des banques sous régionales ont augmenté de 21% (+64,8 milliards de FCFA) contre 1% pour le secteur privé (9,3 milliards de FCFA) (Commission bancaire de l'UEMOA, 2020). Cette situation est susceptible de conduire au détournement des crédits par l'ingérence politique au profit d'activités improductives, ce qui rend le secteur financier inefficace pour stimuler l'activité économique et réduire le chômage.

Il ressort de l'analyse empirique que le contrôle de la corruption influence positivement le chômage dans les pays de l'étude. Ce résultat est contraire à la plupart de la littérature théorique, mais rejoint les conclusions de certains auteurs qui ont soutenu qu'une certaine corruption est désirable dans des situations particulières (Bardhan, 1997 ; Leff, 1964 ; Sheifer & Vishny, 1993). En effet, dans un contexte de faible qualité institutionnelle comme c'est le cas des pays de l'étude, la corruption peut représenter un moyen pour les entrepreneurs de contourner une administration inhibitrice. Par exemple, sous le poids d'une réglementation contraignante, les entreprises peuvent répondre en rentrant dans l'informel, c'est-à-dire l'inégalité pour éviter un surcoût et rentabiliser leur activité. Dans ces conditions, la corruption permet d'huiler les rouages d'une administration rigide, et peut accroître l'efficacité économique en présence des régulations envahissantes. Par ailleurs, selon Leff (1964), dans les pays où les salaires sont faibles, la corruption joue un rôle de prime à la tâche effectuée par l'agent, laquelle l'incite à travailler davantage et à augmenter sa consommation, ce qui peut sous certaines conditions réduire le

chômage. De même, sur le marché du travail, la corruption peut réduire une partie du chômage frictionnel en incitant les demandeurs de travail qui ont un salaire de réservation élevé d'accepter des salaires faibles, espérant se faire compenser de façon illégale, en profitant des pots-de-vin.

Enfin, les résultats révèlent une relation inverse entre le taux de croissance du PIB et le chômage. Cela signifie que l'expansion économique entraîne une réduction du chômage, conformément à la loi d'Okun (1962). Cependant, il est important de souligner que cette croissance ne s'accompagne pas d'une industrialisation des économies sous-régionales qui restent dépendantes des activités primaires. Cette situation plonge ces pays dans un réel déséquilibre, car la baisse des prix des matières premières sur les marchés internationaux ne se traduit pas nécessairement par une augmentation de leur demande, qui dépend largement de la croissance mondiale (Ngangoue, 2016). De plus, selon l'OIT (2020), les travailleurs qui quittent l'agriculture n'ont d'autre choix que de se tourner vers des activités informelles dans le secteur tertiaire, en raison du retard du secteur secondaire. Cette situation pourrait priver les économies sous-régionales de l'opportunité de s'enrichir en transférant les travailleurs de l'agriculture vers des emplois industriels mieux rémunérés. Ainsi, en l'absence d'une véritable transformation structurelle, les perspectives d'une croissance soutenue capable d'améliorer durablement la qualité de l'emploi restent faibles.

**Tableau 6. Equation de long terme du taux de chômage**

Variable dépendante : Taux de chômage annuel (U)				
	Coefficient	Standard error	Z	$P >  z $
Indice_pluviometrie	0,650**	0,293	2,22	0,027
Inflation	-0,0004	0,002	-0,18	0,861
Ouverture_commerciale	0,039*	0,0205	1,91	0,056
Techno_inform_communic	-0,060	0,037	-1,60	0,110
Develop_financier	-0,002	0,055	-0,04	0,969
Indic_contr_corrup	1,83**	0,936	1,96	0,050
croissance_pib	-0,141***	0,049	-2,89	0,004
R-squared = 0,8, Prob > chi2 = 0,000, Number of groups = 7, Number of observations = 154				

NB : \*\*\* = significatif à 1%, \*\* = significatif à 5%, \* = significatif à 10%.

Source : Calculs des auteurs à partir de Stata 14.

## Conclusion et recommandations

Dans ce travail, nous avons tenté d'évaluer l'impact des variables macroéconomiques sur le chômage des pays de l'UEMOA (hors Guinée Bissau), en mettant un

accent particulier sur les chocs pluviométriques. Partant du test de racine unitaire et en appliquant le test de cointégration, nous avons conclu qu'il existe une relation de long terme entre le chômage, l'indice de pluviométrie, l'inflation, l'ouverture commerciale, les technologies de l'information et de la communication, le développement financier, le contrôle de la corruption, et la croissance du PIB. Ensuite, l'estimateur DOLS montre d'une part, l'effet néfaste des chocs pluviométriques, de l'ouverture commerciale et du contrôle de la corruption sur le chômage. D'autre part, les résultats empiriques confirment que la croissance du PIB agit dans le sens d'une réduction du chômage, alors que l'inflation, les technologies de l'information et de la communication, et le développement financier se sont avérés non significatifs.

À la lumière de ces résultats, les pays de l'UEMOA devront prendre des mesures pour contenir les effets négatifs des anomalies pluviométriques sur le chômage. Ces mesures peuvent consister à renforcer les instruments de prévention des risques agricoles (assurance agricole), à promouvoir l'information climatique (système d'alerte précoce) et à favoriser l'innovation technologique (matériels et pratiques modernes). Pour tirer profit de l'ouverture commerciale, les pouvoirs publics devront encourager l'exportation de produits à forte valeur ajoutée en se tournant vers des industries moins automatisées mais potentiellement plus créatrices d'emplois, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire et de la métallurgie. Compte tenu de la faible pénétration des TIC, il incombe aux autorités sous-régionales de fournir des efforts pour investir activement dans les technologies numériques afin d'exploiter les gains de productivité induits par la numérisation. Le développement financier ne contribuant pas à une réduction substantielle du chômage, les pouvoirs publics doivent prendre des mesures pour améliorer l'inclusion financière, en s'appuyant sur le secteur de la microfinance. Ce dernier a l'avantage d'être accessible aux PME et aux personnes vivant dans la pauvreté. Par ailleurs, les politiques de lutte contre la corruption doivent s'accompagner d'une amélioration du cadre réglementaire du secteur privé. Cela pourrait inclure la suppression des réglementations inutiles, complexes et contre-productives, ainsi que l'introduction d'incitations appropriées pour motiver l'honnêteté, y compris la prise en compte du salaire d'efficience.

## References

- Abdoulaye, D. (2016). Democracy and corruption in WAEMU countries. *Journal of Theoretical and Applied Economics*, 6(1), 97–116.
- Abugamea, G. (2018). *Determinants of unemployment: Empirical evidence from Palestine*. MPRA Working Paper, 89424. <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/89424/>

- Akim, A. (2019). *Trois essais sur la migration, les transferts privés et le développement économique en Afrique subsaharienne* [thèse de doctorat en sciences économiques]. Université Paris-Dauphine.
- Amare, M., Jensen, N. D., Shiferaw, B., & Cissé, J. D. (2018). Rainfall shocks and agricultural productivity: Implication for rural household consumption. *Agricultural Systems*, 166, 79–89.
- Arslan, M., & Zaman, R. (2014). Unemployment and its determinants: A study of Pakistan economy 1999–2010. *Journal of Economics and Sustainable Development*, 3(13), 20–24.
- Awad, A. (2019). Economic globalization and youth unemployment: Evidence from African countries. *Internal Economic Journal*, 33(2), 252–269.
- Banda, H. (2016). The impact of economic growth on unemployment in South Africa: 1994–2012. *Investment and Financial Innovations*, 13(2), 246–255.
- Banque mondiale. (2018). *Impact des technologies sur la qualité et la quantité des emplois*. Commission mondiale sur l'avenir du travail.
- Banque mondiale. (2020). *World Development Indicators*. World Bank Database.
- Bardhan, P. (1997). Corruption and development: A review of issues. *Journal of Economic Literature*, 35(3), 1320–1346.
- Breitung, J., & Pesaran, M.H. (2007). *Unit roots and cointegration in panels*. University of Bonn, Cambridge University.
- Breusch, T., & Pagan, A. (1980). The Lagrange multiplier test and its application to model specification in econometrics. *Review of Economic Studies*, 47(1), 239–254.
- Commission Bancaire de l'UEMOA. (2020). *Rapport annuel 2020*. UEMOA.
- Cortes, O., & Jean, S. (2001). L'impact du commerce international sur la productivité et la qualification du travail au sein des secteurs. *Revue d'Économie Politique*, 111, 271–290. <https://doi.org/10.3917/redp.112.0271>
- Coulibaly, S. S. (2015). L'intégration financière internationale et la croissance économique dans les pays de l'UEMOA : Le rôle de la volatilité des flux de capitaux. *Revue Économique et Monétaire de la BCEAO*, 17, 6–47.
- Dassanayake, W., Mohapatra, S., Luckert, M. K., & Adamowicz, W. (2018). Household responses to climate change: Contingent behavior evidence from South Africa. *Environment and Development Economics*, 23(2), 37–62.
- Elmallakh, N., & Wodon, Q. (2021). *Climate shocks, migration, and labor markets: A gender analysis from West Africa*. GLO Discussion Paper, 950.
- Friedman, M. (1968). The role of monetary policy. *The American Economic Review*, 57(1), 1–17.
- GCD-UD. (2017). *Delaware climate data*. University of Delaware. <https://climate.udel.edu/data/>
- Gelbard, E., Gulde, A.M., & Maino, R. (2014). Financial development in sub-Saharan Africa: The challenges for sustained growth. *Journal of Financial Economics*, (116), 19–42.
- Gozgor, G. (2013). The impact of trade openness on the unemployment rate in G7 countries. *The Journal of International Trade & Economic Development*, 23(7), 1018–1037.
- Gray, H. B., Taraz, V., & Halliday, S. M. (2021). *The impact of weather shocks on employment outcomes: Evidence from South Africa*. Discussion Paper 21/752.

- Haruna, M. A., Saifullahi, S. I., & Mukhtar, S. (2013). An empirical investigation into the relationship between financial sector development and unemployment in Nigeria. *Asian Economic and Financial Review*, 3(10), 1361–1370.
- Hasan, Z., & Sasana, H. (2020). Determinants of youth unemployment rate in ASEAN. *International Journal of Scientific & Technology Research*, 9(3), 6687–6691.
- Hossain, M. I., Tahrin, F., & Rahman, M. (2018). Relationship trade openness and unemployment: Empirical evidence for Bangladesh. *Indian Journal of Economics and Development*, 6(8), 1–12.
- Kanberoglu, Z. (2014). Financial sector development and unemployment: The case of Turkey. *Journal of Economic and Social Research*, 10(1), 83–93.
- Kao, C., & Chiang, M. H. (1999). *On the estimation and inference on cointegrated regression in panel data*. Center for Policy Research Working Paper, 2. <https://doi.org/10.2139/ssrn.1807931>
- Kargbo, A., Ding, Y., & Kargbo, M. (2016). Financial development, human capital and economic growth: New evidence from Sierra Leone. *Journal of Finance and Bank Management*, 4(1), 49–67.
- Korem, A. (2019). Macroeconomic and monetary determinants of unemployment in WAEMU countries. *International Journal of French-speaking Economists*, 4(1), 270–272.
- Kreishan, F. M. (2011). Economic growth and unemployment: An empirical analysis. *Journal of Social Sciences*, 7(2), 228–231.
- Langot, F., & Yassin, S. (2015). *Reforming employment protection in Egypt: An evaluation based on transition models with measurement errors*. Economic Research Forum Working Paper, 918. <https://erf.org.eg/app/uploads/2016/04/918.pdf>
- Le Bihan, H. (2009). Avatars and issues of the Phillips curve. *OFCE Review*, (111), 81–101.
- Leff, N. A. (1964). Economic development through bureaucratic corruption. *The American Behavioral Scientist*, (8), 8–14.
- Macharia, M. K., & Otieno, A. (2015). Effect of inflation on unemployment in Kenya. *International Journal of Science and Research*, 6(6), 1980–1984.
- Metu, G. A., Ajudua, E., Eboh, I., Ukeje, C., & Madichie, C. (2020). Ending youth unemployment in sub-Saharan Africa: Does ICT development have any role. *African Development Review*, 32(1), 1–11.
- Moshoeshoe, R., Nchake, M. A., & Tiberti, N. (2021). *The effect of weather shocks on women's labor supply and the income of women headed households in Lesotho*. Partnership for Economic Policy Working Paper.
- Motsatsi, J. M. (2019). *Unemployment in the SADC region*. Botswana Institute for Development Policy Analysis Working Paper, 64. <https://www.semanticscholar.org/paper/Unemployment-in-the-SADC-Region-Motsatsi/0fbc50b4a25397fec2707a85c6273ea61a15f4be>
- Mukisa, I. (2020). Macroeconomic determinants of unemployment in the East African community. *Tanzanian Economic Review*, 10(2), 48–68.
- Ngangoue, F. (2016). Planning and organizing economic diversification in Central Africa. *Congolese Management Review*, 1(21), 45–87.
- Ogbeide, F. I., Kanwanya, H., & Kadiri, S. (2016). Revisiting the determinants of unemployment in Nigeria: Do resource dependence and financial development matter? *African Development Review*, 28(4), 430–443.

- OIT (Organisation Internationale du Travail). (2018). *Impact des technologies sur la qualité et la quantité des emplois*. Commission Mondiale sur l'avenir du travail.
- OIT (Organisation Internationale du Travail). (2020). *Relever le défi de l'emploi des jeunes*. Rapport sur l'emploi en Afrique.
- Okun, A. (1962). *Potential GNP: Its measurement and significance*. Proceeding of the Business and Economics Statistics Section, American Statistical Association, pp. 98–104.
- Onifade, S. T., Ay, A., Asongu, S., & Bekun, F. V. (2019). *Revisiting the trade and unemployment nexus: Empirical evidence from the Nigerian economy*. MPRA Working Paper, 101925.
- Ouattara, W. (2011). Corruption, investment and growth in Ivory Coast. *Saving and Development*, (1), 55–73.
- Pesaran, M. H. (2007). A simple panel unit root test in the presence of cross-section dependence. *Journal of Applied Econometrics*, 22(2), 265–312.
- Phelps, E. S. (1967). Phillips curves, expectations of inflation and optimal unemployment over time. *Economica*, 34, 254–281.
- Phillips, A. (1958). The relation between unemployment and the rate of change of money wage rates in the United Kingdom, 1861–1957. *Economica*, 25(100), 283–299.
- Sahoo, M., & Sahoo, J. (2019). The relationship between unemployment and some macroeconomic variables: Empirical evidence from India. *Theoretical and Applied Economics*, 618(1), 115–128.
- Selwaness, I., & Zaki, C. (2019). On the interaction between exports and labor market regulation: Evidence from MENA countries. *The Quarterly Review of Economics and Finance*, 73, 24–33.
- Semosa, P., & Kanayo, O. (2021). Is the nexus between inflation, exchange rate and unemployment in South Africa: An econometric analysis? *Montenegrin Journal of Economics*, 17(1), 54–58.
- Shayegh, S., & Dasgupta, S. (2022). Climate change, labour availability and the future of gender inequality in South Africa. *Climate and Development*, 16(3), 209–218. <https://doi.org/10.1080/17565529.2022.2074349>
- Sheifer, A., & Vishny, R. W. (1993). Corruption. *Journal of Economics*, 108, 599–617.
- Tenzin, U. (2019). The nexus among economic growth, inflation, and unemployment in Bhutan. *South Asia Economic Journal*, 20(1), 94–105.
- Tsaurai, K. (2020). Macroeconomic determinants of unemployment in Africa: A panel data analysis approach. *Acta Universitatis Danubius*, 16(2), 103–109.
- Westerlund, J. (2007). Testing for error correction in panel data. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 69(6), 715–719.

**Alain REDSLOB**

Professeur émérite à l'Université Panthéon Assas (Paris 2)

Président de l'AIELF

L'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) réunit des économistes sans parti pris, respectueux des convictions de celles et de ceux qui les portent. Fusion d'une diversité culturelle dans le creuset d'une communauté d'intérêt, elle rassemble universitaires, chercheurs et hommes de culture qui réfléchissent, coopèrent et diffusent une pensée économique vivée à la passion de la langue de Molière.

Vaste est sa mission. Parce qu'elle instaure, élargit et renforce des liens culturels aux fins de propager notre discipline, dans son aspect humain, institutionnel et formel. Parce qu'elle participe au rayonnement de la recherche, favorise l'élévation des niveaux d'éducation et incite les jeunes à s'investir. Parce qu'en écartant toute pompe, elle encourage le rapprochement des peuples en densifiant des échanges propres à la compréhension de cultures si diverses.

Aujourd'hui, les difficultés abondent, les défis se multiplient, les solutions tardent. À vrai dire, l'économie politique se trouve contrainte d'explorer des champs dont l'étendue grandissante n'a de cesse de le disputer à une aridité parfois inquiétante. Aussi, avec l'ardeur qui nous anime, valorisons nos connaissances, suscitons des confrontations d'opinions, propageons des idées neuves, tout en portant haut les couleurs de ce si beau langage qui est le nôtre.

La Revue Internationale des Economistes de Langue Française (RIELF) ambitionne de prendre sa juste part à cet élan avoué et prometteur.

**Prof. dr hab. Maciej ŻUKOWSKI**

Recteur de l'USEGP

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań est l'une des écoles d'économie et d'affaires les plus anciennes et les plus prestigieuses de Pologne. Depuis 1926, nous développons continuellement l'enseignement supérieur et garantissons des études scientifiques de haute qualité et un développement constant des infrastructures de recherche. Nous préparons de nombreux expertises économiques et réalisons des projets innovants. Une éducation de haute qualité, que nous offrons depuis des années, permet à nos étudiants et diplômés de relever avec succès les défis d'un marché du travail dynamique.

L'innovation de nos méthodes de recherche et d'enseignement a été confirmée par de nombreux classements et réalisations de nos étudiants et employés. Nous combinons notre souci de la meilleure qualité d'enseignement avec le développement de la coopération avec d'autres pays et des pratiques commerciales largement définies.

**Dr Claudio RUFF ESCOBAR**

Recteur de l'Université Bernardo O'Higgins, Chili

L'Université Bernardo O'Higgins (UBO), de Santiago du Chili, est une fondation sans but lucratif, de droit privé, accréditée par la Commission Nationale d'Accréditation (CNA-Chile), pour sa qualité académique, sa gestion et sa politique en matière de relations extérieures avec la Société. Comptant près de 7.000 étudiants répartis sur quatre facultés offrant des programmes de niveaux Licence, Master et Doctorat, ainsi que des départements et centres de recherche, l'Université a pour axe stratégique de développer l'excellence académique et consolider sa politique d'internationalisation, vecteur de croissance académique et culturelle pour toute la communauté universitaire. Cette stratégie est d'ailleurs distinguée par les ranking internationaux (Scimago et Times Higher Education (THE), et régionaux (Revue América Economía), notamment sur les axes de Recherche et d'ouverture à l'international.

L'Université Bernardo O'Higgins compte plus de 125 accords de coopération internationale, parmi lesquels, nombreux sont célébrés avec des pays francophones, cherchant à promouvoir la Francophonie comme axe stratégique d'internationalisation se positionnant ainsi comme l'Université chilienne la plus engagée dans cette vocation tant sur plan académique, que culturel et linguistique. Depuis 2018, l'UBO est membre actif de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Dans ce contexte, l'adhésion au prestigieux réseau de l'AIELF, et l'organisation de son 61<sup>e</sup> Congrès à Santiago du Chili en mai 2019, contribuent largement à enrichir cette vision et au rayonnement de la francophonie en Amérique Latine.

Note aux lecteurs : Les textes à soumettre sont à adresser via le système électronique <https://journals.ue.poznan.pl/rielf/user/register>

Le « guide de soumission » est disponible auprès de site officiel de la RIELF <https://journals.ue.poznan.pl/rielf> ou bien sur le site de l'AIELF : <http://www.aielf.org>

